

EMPRUNTER PLUS POUR DEPENSER PLUS

Nicolas Baverez

Le grand emprunt national, annoncé le 22 juin par Nicolas Sarkozy devant le Congrès, est un acte politique plus qu'une mesure financière. L'objectif consiste à organiser un référendum financier au début 2010, à la veille des élections régionales et alors que le chômage continuera à progresser. Le succès est prévisible, alors qu'EDF est en passe de lever plus de 3 milliards d'euro pour une cible initiale de un milliard. Mais il sera cher payé. Au plan financier, parce que la réussite de l'opération passe par des conditions favorables pour les épargnants et par le versement de commissions substantielles aux banques : l'Etat s'endettera à un prix plus élevé que sur les marchés, comme en témoignent les coûteux précédents des emprunts Pinay (1952), Giscard (1973) et Balladur (1993). Au plan économique parce que les fonds obtenus serviront inévitablement à financer les programmes courants des administrations, et non pas la seule véritable priorité nationale à savoir la production et l'investissement marchands seuls à même de générer la croissance. Le grand emprunt ne sera en définitive productif que d'intérêts majorés pour les créanciers et de charges supplémentaires pour l'Etat (alors que le service des intérêts de la dette atteint déjà 54 milliards d'euros en 2008).

L'emprunt n'est qu'un pansement élégant pour cacher la gangrène de la dette dont la Cour des Comptes souligne qu'elle n'a jamais été aussi élevée en temps de paix. La France est le seul des grands pays développés dont le dernier excédent budgétaire remonte à 1973. Elle s'est installée dans un régime de déficits permanents, qui vont culminer à 7,5% du PIB en 2009 et 2010. La conséquence immédiate se trouve dans l'explosion de la dette publique, passée de 20 à 80% du PIB depuis 1980, avec des prévisions de 88% du PIB en 2012 et 100% en 2015. Dans le même temps, la position nette de l'Etat qui était positive de 800 milliards d'euros en 1980 est désormais négative à hauteur de 686 milliards d'euros. Encore convient-il de préciser que ces données n'intègrent ni la dette sociale (80 milliards d'euros), ni les concours publics aux banques à travers la SFEF (13 milliards d'euros), ni surtout les engagements de retraites des fonctionnaires (900 milliards d'euros). Au total, la dette française est sur le point de sortir de tout contrôle, notamment dans le cas probable d'une hausse des taux d'intérêt. La distinction entre bons et mauvais déficits relève de la casuistique. Le déficit est aujourd'hui justifié par l'effondrement du crédit, le risque de faillite du système bancaire et la déflation. Sitôt la reprise enclenchée, il n'existera plus que de mauvais déficits, et ce d'autant qu'ils continueront à financer essentiellement les dépenses courantes de l'Etat et des collectivités locales ainsi que les trous endémiques de la protection sociale.

Loin de favoriser la croissance, la dette publique paupérise la nation et alimente le chômage de masse. Force est de constater que le désendettement à marche forcée de la France dans les années 1960 est allé de pair avec une croissance de 4,5% et

une situation de plein emploi. A l'inverse, l'emballement de la dette à partir de 1980 et indissociable du décrochage de la compétitivité du pays, de la chute de sa croissance ramenée à 1,5% en moyenne et de l'enfermement dans un sous-emploi structurel. Le Japon montre également les dangers inhérents à la spirale infernale de la dette, qui a augmenté jusqu'à 200% du PIB en installant le pays dans la déflation. Avec à la clé un risque de banqueroute dont la réalité a été démontrée par l'Islande après le Mexique, la Russie ou l'Argentine. Le postulat selon lequel un pays développé ne peut faire faillite est faux. Et la France est particulièrement exposée à ce danger du fait de ses caractéristiques : une population vieillissante ; les dépenses publiques les plus élevées du monde développé (55% du PIB) associées à une sous-productivité chronique des services publics ; un appareil de production en voie de désintégration qui bride la croissance potentielle à 1% ; un niveau record des prélèvements (45% du PIB) ; un environnement monétaire qui exclut l'inflation, proscrite par l'Allemagne pour prix de la réassurance qu'elle offre à la zone euro.

Le grand emprunt est une illusion qui couvre du voile du volontarisme le piège mortel des déficits et de la dette. En laissant croire qu'il est possible de pérenniser les déficits et qu'il n'existe pas de limites à la capacité d'endettement de l'Etat, la France encourage la formation d'une nouvelle bulle financière autour des finances publiques, promise à un éclatement brutal et dramatique. Le surendettement de l'Etat prive la nation de toute marge de manœuvre face aux futurs chocs économiques. Il place notre pays à la merci des marchés financiers, notamment face à la remontée des taux longs. Il l'installe dans une position de faiblesse vis-à-vis de l'Allemagne, qui, au-delà du violent choc qu'elle subit en raison de la contraction de ses exportations revenues de 8,2% à 2% du PIB, demeure le seul pays européen favorablement positionné dans la mondialisation en raison du rétablissement de sa compétitivité et de la force de son industrie. Sur le plan politique enfin, la dette accélère la décomposition de la nation en transformant les citoyens en prébendiers, en réduisant le lien social à des droits de tirage sur des richesses fictives, en organisant la spoliation des générations futures, donc en sacrifiant l'avenir au présent. C'est à bon droit que Napoléon soulignait qu' « il est injuste d'engager une génération par la précédente ; il faut trouver un moyen de préserver les générations à venir contre la cupidité des générations présentes sans recourir à la banqueroute ». Il est vain de fustiger la cupidité des hommes de la finance, le court termisme des marchés et les excès du capitalisme, pour appliquer des principes, des raisonnements et des techniques identiques au secteur public. Au bout du surendettement de l'Etat comme de celui des ménages ou des entreprises, on trouve toujours le krach.